

## **S.O.S MONTFORT**

Le mouvement populaire visant à empêcher la fermeture du seul hôpital spécialisé francophone en Ontario a pris une ampleur insoupçonnée.

Depuis que la Commission de restructuration des services de santé a décrété dans un rapport la fermeture de l'hôpital Montfort d'Ottawa, il ne se passe pas une seule journée sans que les Franco-Ontariens manifestent leur indignation.

Une pétition a déjà permis de recueillir 15 000 noms en une seule semaine. Le téléphone de l'hôpital n'a pas dérogé depuis la mise sur pied du comité S.O.S. Montfort. Les messages d'appui viennent de partout en province, au point où on a mis en place une ligne téléphonique sans frais pour répondre au nombre croissant d'appels en provenance de l'extérieur de la région de la capitale nationale.

Le Village électronique francophone (<http://village.ca/sosmontfort>) a mis son serveur à la disposition de S.O.S. Montfort pour lui permettre d'ouvrir un site Web, où le public pourra trouver les plus récentes informations sur le mouvement de protestation et sur les nouveaux développements dans le dossier de la fermeture. Les internautes pourront aussi utiliser le courrier électronique ([sosmontfort@village.ca](mailto:sosmontfort@village.ca)) pour communiquer avec S.O.S. Montfort.

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, et le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, ont tenté de sensibiliser le premier ministre de l'Ontario, Mike Harris, à l'importance des services de santé en français dans la province. Le chef de l'opposition au Québec, Daniel Johnson, a profité de son passage dans l'Outaouais québécois pour faire un saut à l'hôpital Montfort et signer la pétition.

Le ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, Don Boudria, se dit personnellement touché par l'annonce de la fermeture de l'hôpital : «Il y a quatre semaines, mon petit-fils est né dans cet hôpital. Mon fils et ma fille sont nés ici. Ça fait partie de notre patrimoine à plusieurs d'entre nous dans la région.»

La Fédération des caisses populaires de l'Ontario et un groupe de gens d'affaires ont décidé de mettre sur pied un fonds pour financer les activités du comité S.O.S. Montfort, dont le ralliement monstre du 22 mars au centre municipal d'Ottawa. Vingt-quatre heures après sa création, le Fonds S.O.S. Montfort contenait une somme de 54 000 \$, dont 25 000 \$ provenant de la congrégation religieuse Les Filles de la Sagesse, qui a fondé l'hôpital en 1953.

La Fédération des caisses populaires, qui a versé 10 000 \$ dans ce fonds, fera une campagne à travers son réseau. Selon le président-directeur général de la Fédération, Roger Frenette, le combat pour l'hôpital est «le plus important que nous aurons à livrer». La Fédération, dit-il, ne peut pas rester inactive «devant cet affront à la communauté franco-ontarienne.» Les caisses populaires feront aussi circuler des copies de la pétition.

Les citoyens mécontents qui veulent manifester leur opposition à la fermeture de l'hôpital pourront aussi utiliser les télécopieurs des caisses pour faire parvenir des lettres de protestation.

La présidente de S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde, ne cache pas que «l'argent, c'est le nerf de la guerre». Il est très important, ajoute-t-elle, que les francophones organisent «une campagne professionnelle» pour ne pas, selon ses mots, «avoir l'air kétaine».

Selon Mme Lalonde, l'appui obtenu auprès de politiciens fédéraux et provinciaux démontre que le dossier de l'hôpital ne concerne pas uniquement la région d'Ottawa: «C'est un problème qui concerne le Canada.» Elle refuse à l'avance tout compromis avec le gouvernement Harris: «Jamais! On ne veut pas de compromis. Jamais on n'abdiquera.»

**Tiré de l'Agence de presse francophone  
Mars 1997**